

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

25 MARS 2025



SOUS EMBARGO

Budget de dépenses 2025-2026

Une gestion disciplinée et des mesures ciblées

Québec, le 25 mars 2025. – La ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, M^{me} Sonia LeBel, dépose aujourd'hui le Budget de dépenses 2025-2026 qui s'élève à 130,6 G\$. Cet exercice budgétaire réitère l'importance de l'engagement du gouvernement envers les services publics, et ce, tout en déployant des mesures ciblées pour protéger l'économie du Québec dans un contexte d'incertitude.

« C'est l'occasion de concrétiser les effets des investissements majeurs des dernières années en santé et en éducation tout en améliorant de façon tangible notre gestion des dépenses. L'ensemble du gouvernement, incluant tous les ministères et organismes, à tous les niveaux décisionnels, devra se mobiliser pour assurer le respect de leurs prévisions budgétaires. L'examen des dépenses, que nous avons entamé cette année, n'est qu'un début : nous redoublerons d'efforts pour que les fonds publics soient gérés toujours plus rigoureusement et efficacement au sein du gouvernement du Québec. Il est possible de faire mieux, et nous le ferons », a souligné la présidente du Conseil du trésor.

En effet, un examen des dépenses budgétaires a permis d'identifier 3 G\$ d'économies au sein des différents ministères et organismes. Ces économies touchent principalement des mesures administratives liées au fonctionnement de l'État, au plafonnement des tarifs de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux et à la transformation de certains programmes. Des organismes publics offrant des services administratifs à leurs pairs, tels que la Société québécoise des infrastructures, le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et le Centre d'acquisitions gouvernementales, seront notamment appelés à mettre en commun certaines activités pour optimiser les coûts associés. Cette démarche s'inscrit en cohérence avec le chantier de réduction de la bureaucratie et d'allègement de l'environnement réglementaire et administratif.

Priorité aux entreprises québécoises au sein des marchés publics

La Stratégie gouvernementale des marchés publics, qui vise à favoriser l'achat québécois dans l'octroi de contrats publics, démontre son efficacité. En 2023-2024, sur 32 G\$ de contrats publics octroyés, 27 G\$ ont été conclus avec des entreprises québécoises. Cette proportion est ainsi passée de 78 % en 2019-2020 à 85 % à l'heure actuelle; il s'agit d'un gain significatif. Par ailleurs, la proportion des acquisitions en bien québécois du gouvernement est passée de 38 % à 52 % au cours de cette même période.

Une réponse forte aux tarifs douaniers américains

En réponse aux tarifs imposés par les États-Unis, le gouvernement continuera d'utiliser les marchés publics en pénalisant, jusqu'à nouvel ordre, les entreprises américaines qui soumissionnent sur ses appels d'offres. Ces pénalités s'ajoutent aux mesures de resserrement des règles régissant les acquisitions publiques, notamment sur les plateformes d'achat en ligne, qui ne favorisent pas l'approvisionnement des organismes publics auprès de fournisseurs québécois.

À ces mesures s'ajoutent plusieurs programmes de soutien, dont FRONTIERE et ESSOR, qui sont déployés par la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour offrir une aide financière aux entreprises d'ici et améliorer leur productivité. La ministre de l'Emploi a quant à elle lancé deux initiatives, FORCE et ACOMOD, pour développer rapidement de nouveaux marchés et augmenter la productivité par le biais de formations sur mesure destinées aux travailleurs dans les entreprises.

Un retour sur les investissements

Entre 2018-2019 et 2024-2025, rappelons que les dépenses consolidées du gouvernement du Québec sont passées de 98,3 G\$ à 153,4 G\$, soit une hausse de 56 %. « Des sommes colossales ont été investies en santé et en éducation puisqu'il était nécessaire de le faire. Maintenant, le présent Budget de dépenses envoie un signal fort à l'ensemble des acteurs du gouvernement du Québec : le temps est venu que ces investissements majeurs dans les services publics donnent des résultats. La population a des attentes claires envers nous. Cela nécessitera inévitablement une amélioration de notre efficacité à tous les niveaux. C'est notre responsabilité à tous de passer à l'action dans l'intérêt des Québécois », a conclu la ministre.

Lien connexe

www.tresor.gouv.qc.ca

– 30 –

Source : Marylène Le Houillier
Attachée de presse
Cabinet de la ministre responsable
de l'Administration gouvernementale et
présidente du Conseil du trésor
Tél. : 819 383-6625

Information : Relations avec les médias
Direction des communications
Secrétariat du Conseil du trésor
Tél. : 418 781-9520
media@mce-sct.gouv.qc.ca

SOUS EMBARGO

Plan québécois des infrastructures 2025-2035 : le gouvernement du Québec se donne les moyens de réaliser ses engagements et de soutenir l'économie québécoise

Québec, le 25 mars 2025. – Le Plan québécois des infrastructures 2025-2035 (PQI) s'élève à 164 G\$ d'investissements pour la prochaine décennie, soit une hausse de 7,2 % par rapport au PQI de l'année précédente qui se veut une réponse franche au besoin de soutenir l'économie québécoise. Il s'agit également d'une hausse de 63 % par rapport à 2018. Ces investissements se traduiront par des constructions de qualité pour servir les Québécois.

Avec une moyenne annuelle de 19 G\$ d'investissements au cours des trois prochaines années, le PQI annoncé par le ministre responsable des Infrastructures et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, M. Jonatan Julien, présente une planification rigoureuse des investissements permettant à toutes les régions du Québec de demeurer productives, compétitives et résilientes.

Ce sont d'ailleurs 96,7 G\$ qui sont prévus pour assurer la pérennité des infrastructures existantes, soit 65 % de l'ensemble des investissements du gouvernement, une proportion en constante augmentation depuis 2018 afin de rattraper le sous-investissement des gouvernements précédents.

Santé et services sociaux

Le secteur de la santé et des services sociaux obtient la plus grande part des nouvelles disponibilités, soit plus de 4,6 G\$, une hausse de 7,5 % de son PQI 2025-2035. Ces sommes serviront pour la construction, l'agrandissement et le réaménagement d'hôpitaux ainsi que pour la construction de maisons des aînés et alternatives et la reconstruction de CHSLD vétustes.

Éducation et enseignement supérieur

La réfection des écoles et l'ajout de classes se poursuivront dans le réseau de l'éducation. Avec une hausse de près de 3,8 G\$, le PQI 2025-2035 de ce secteur connaît une augmentation de 8,7 %. Il y aura encore d'importantes opérations de construction, d'agrandissement et de maintien dans les écoles primaires et secondaires ainsi que dans les centres de formation professionnelle.

Le secteur de l'enseignement supérieur obtient quant à lui un rehaussement de 918,9 M\$ en réponse aux besoins d'ajout d'espaces et de réfection des bâtiments, dont une somme de 550 M\$ destinée spécifiquement au maintien en bon état des établissements des réseaux collégial et universitaire.

Réseau routier et transport collectif

Le secteur routier peut compter sur des investissements additionnels de 3,4 G\$ pour réaliser d'importants travaux de réhabilitation, poursuivre le développement du réseau et améliorer la fluidité de la circulation. Le PQI 2025-2035 accorde une importance particulière au maintien en bon état des infrastructures routières avec 85 % des sommes destinées à cette fin.

Le gouvernement poursuit également le développement du transport collectif avec 1,4 G\$ pour des projets qui favoriseront la mobilité des citoyens. De ces sommes, un ajout de 0,6 G\$ est prévu pour le maintien des infrastructures de transport collectif existantes. Finalement, avec 1 G\$ de plus pour les secteurs maritime, aérien et ferroviaire, le PQI 2025-2035 du ministère des Transports et de la Mobilité durable augmente de 7 %.

Autres secteurs prioritaires

Le gouvernement entend augmenter les investissements dans plusieurs autres secteurs importants, par exemple :

- 1,1 G\$ notamment pour les établissements de détention, les palais de justice et les postes de la Sûreté du Québec;
- 559 M\$ pour augmenter l'offre de logements sociaux et communautaires;
- 448,1 M\$ pour assurer la pérennité des infrastructures culturelles;
- 302,5 M\$ pour le développement d'infrastructures sportives.

Citation

« Avec des investissements additionnels de 11 G\$ prévus dans les trois prochaines années, le PQI 2025-2035 atteint un nouveau sommet à 164 G\$. C'est la réaffirmation de l'importance d'investir dans nos infrastructures publiques pour stimuler notre économie, surtout dans la période d'incertitude que nous traversons. Les Québécois méritent des infrastructures de qualité aux meilleurs coûts et c'est pourquoi le PQI 2025-2035 permet de mieux planifier et d'ordonner les investissements pour que le marché soit au rendez-vous. Par ailleurs, la Stratégie québécoise en infrastructures publiques lancée au printemps dernier et l'adoption de la loi qui en découle permettront des gains à toutes les étapes de réalisation de nos projets d'infrastructures, de leur idéation à leur maintien en bon état. Que ce soit pour rénover nos écoles, nos CHSLD, nos hôpitaux ou pour entretenir nos routes, je suis très fier de faire partie d'un gouvernement pour qui assurer la pérennité des infrastructures est une priorité et les 96,7 G\$ prévus pour leur maintien parlent d'eux-mêmes. »

Jonatan Julien, ministre responsable des Infrastructures et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale

Liens connexes

[Plan québécois des infrastructures](#)

[Stratégie québécoise en infrastructures publiques](#)

[Projet de loi n° 62](#)

– 30 –

Source : Mona Lechasseur
Directrice des communications
Cabinet du ministre responsable
des Infrastructures et ministre responsable
de la région de la Capitale-Nationale
Tél. : 418 805-5939
mona.lechasseur@infrastructures.gouv.qc.ca

Information : Relations avec les médias
Direction des communications
Secrétariat du Conseil du trésor
Tél. : 418 781-9520
medias@mce-sct.gouv.qc.ca

[illegible]

[Québec.ca/budget-dépenses](https://quebec.ca/budget-dépenses)

